



Pomme de terre

hebdo

LE JOURNAL DE LA POMME DE TERRE - n°1453 - 18 décembre 2025

Invitation

Le CNIPT a le plaisir de vous convier à son Assemblée Générale sur le thème :

Réinventer la filière : imagination, action et fierté collectives

14 janvier
2026

09h30

Fédération nationale du Crédit Agricole

8 rue de la Boétie, 75008 Paris

Inscription obligatoire auprès de assistante-direction@cnipt.com

DÉCARBONATION

Décarboner la filière pomme de terre : des solutions concrètes et une mobilisation collective

Face aux enjeux climatiques, la filière pomme de terre s'engage dans une réflexion approfondie sur la réduction de son empreinte carbone.

Dans ce contexte, le CNIPT et le GIPT ont réuni les acteurs de la filière à l'occasion de la restitution d'une étude dédiée à la décarbonation, visant à objectiver les émissions, identifier les principaux leviers d'action et analyser les conditions de leur déploiement.

Un diagnostic à l'échelle de la filière

L'étude repose sur une analyse complète de la filière pomme de terre fraîche, depuis la production agricole jusqu'au transport des produits conditionnés. Elle met en évidence une **répartition équilibrée des émissions** de carbone sans qu'aucun maillon de la chaîne ne se démarque de manière disproportionnée. En effet, plus d'un tiers (35 %) des émissions est lié à l'activité de conditionnement, en raison principalement de l'impact de la production et de la fin de vie des emballages. Un second tiers des émissions (30 %) se concentre sur la phase agricole, notamment la fertilisation azotée. Le transport représente près du dernier tiers restant (25 %), tandis que le stockage (11 %) apparaît comme moins significatif dans le bilan car-

bone global de la filière. Ce diagnostic partagé constitue une base essentielle pour orienter les efforts de réduction là où les impacts sont les plus significatifs. Au total, près d'une centaine de leviers ont été recensés, puis analysés selon leur potentiel de réduction des émissions, leur maturité technique et leurs impacts économiques. Parmi eux, plusieurs ont été retenus pour construire des scénarios de décarbonation réalistes à l'horizon des prochaines années.

Des leviers concrets sur l'ensemble des maillons

Sur le **volet agricole**, la fertilisation apparaît comme un enjeu central. Le recours à des engrais azotés décarbonés, l'optimisation des apports via des outils d'aide à la décision, le fractionnement raisonné ou encore l'amélioration de l'efficacité des engrais organiques figurent parmi les leviers à fort potentiel. Toutefois, leur déploiement reste conditionné par la disponibilité des produits, leur surcoût et la sécurisation des performances agronomiques. Pour le **stockage**, l'optimisation des températures, l'amélioration de la ventilation, la récupération de chaleur, ou encore la conception de bâtiments plus performants énergétiquement permettent de réduire significativement les consommations d'énergie, sous réserve de préserver la qualité et la conservation des tubercules.

(Suite page 2)

À DÉCOUVRIR

Décarbonation

1-2

Décarboner la filière pomme de terre : des solutions concrètes et une mobilisation collective

La filière présente sa feuille de route à la presse

Assemblée générale

3

Le GIPT se penche sur la géopolitique de la frite

Filière plants

3

La FN3PT se choisit un futur

Politique agricole

4

Annie Genevard sonne le « Réveil alimentaire »

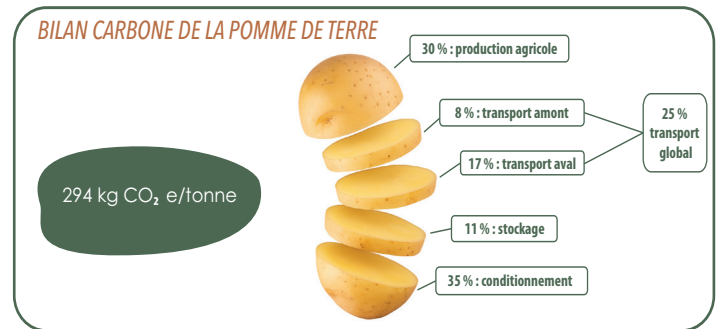
L'ensemble des informations économiques et statistiques sur la production, la consommation sur le marché du frais français, l'export et toutes les autres informations économiques (tableaux de bord mensuels, cotations hebdomadaires, etc.) peuvent être retrouvées sur cnipt.fr

(Suite de la page 1)

Le recours à des fluides frigorigènes à faible potentiel de réchauffement global est la piste d'action permettant de réduire directement et significativement l'impact carbone du stockage. **Du côté des emballages**, la réduction de la quantité de matière, l'intégration de plastiques recyclés ou biosourcés et le recours à des emballages recyclables sont identifiés comme des leviers efficaces. Ces évolutions nécessitent cependant des adaptations industrielles, des efforts d'innovation, une compatibilité avec les exigences des enseignes et, de manière incontournable, une structuration des filières de recyclage. Enfin, sur le **transport**, l'étude souligne l'intérêt des biocarburants, de l'optimisation des tournées et de l'amélioration du taux de remplissage des camions. Les marges de manœuvre de la filière restent toutefois dépendantes des choix des transporteurs et du cadre réglementaire, notamment pour le transport longue distance.

Des freins identifiés, principalement économiques et organisationnels

Si les leviers existent, l'étude met en lumière plusieurs freins majeurs à leur déploiement. Les surcoûts associés aux engrais décarbonés, aux équipements de stockage performants, au transport bas carbone ou aux matériaux d'emballage recyclés constituent le principal obstacle. La mise en œuvre des leviers repose ainsi sur la capacité de l'ensemble des partenaires de l'écosystème pomme de terre à réussir cette transition. À cela s'ajoutent des contraintes techniques, un besoin d'innovations poussé par la recherche (variétés, agronomie, stockage, emballage...), des limites réglementaires et une maîtrise de certains leviers à perfectionner par les acteurs de la filière.

**Vers une démarche collective de filière**

L'un des enseignements clés de l'étude est la nécessité d'une **approche collective**. La décarbonation ne peut reposer sur un seul maillon. Elle implique une structuration de démarches de filière permettant de partager les surcoûts, sécuriser les débouchés et valoriser les efforts engagés. Mutualisation des investissements (notamment en R&D), définition de standards filière, contrats intégrant des bonus bas carbone, développement de circuits de valorisation des écarts de tri, ou encore communication collective vers les marchés figurent parmi les pistes identifiées.

Une dynamique enclenchée

Cette restitution a permis d'ouvrir un espace d'échange entre professionnels, autour des priorités à définir et des modalités de mise en œuvre. Plus qu'un aboutissement, cette étude constitue une première étape structurante pour engager la filière pomme de terre sur une trajectoire de réduction progressive de ses émissions, conciliant performance environnementale, viabilité économique et exigences des marchés. ■

Benjamin LOUVRIER - CNIPT

■ Décarbonation : la filière présente sa feuille de route à la presse

Le lancement de la feuille de route décarbonation de la filière pomme de terre a donné lieu à l'organisation d'une conférence de presse, inscrite dans le cadre de la campagne Potatoes Forever, cofinancé par l'Union européenne. Ce programme vise à informer sur les bonnes pratiques environnementales de la filière.

Une conférence de presse largement suivie

La conférence de presse a réuni une dizaine de journalistes, issus à la fois de la presse professionnelle et de la presse grand public. Parmi les médias présents figuraient notamment RTL, France Inter et l'AFP, témoignant de l'intérêt porté aux enjeux environnementaux de la filière pomme de terre. À la suite de cet événement, une dizaine d'articles ont déjà été publiés dans différents médias. Parmi ces retombées, une chronique radio de près de deux minutes sur France Inter a permis de relayer largement les messages clés auprès du grand public. Les articles parus mettent en avant l'ambition collective de la filière de réduire de 17 % ses émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, conformément aux objectifs fixés dans la feuille de route décarbonation. Afin d'illustrer concrètement la mise en œuvre de la feuille de route sur le terrain, des professionnels de la filière étaient également présents. Luc Chatelain, producteur, et Esméralda Renoir, responsable RSE chez Parmentine, ont partagé leur expérience et pré-



senté les actions engagées dans leur quotidien pour contribuer aux objectifs de décarbonation de la filière.

Un dispositif de communication renforcé

En complément des relations presse, la filière a également déployé un dispositif de communication renforcé avec deux achats d'espace publicitaire dans les quotidiens **Le Monde** et **Libération**, afin d'amplifier la visibilité des engagements environnementaux portés par la filière pomme de terre auprès d'un large public. ■

Sarah TALEB - CNIPT



Cliquez sur les liens pour en savoir plus

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

■ Le GIPT se penche sur la géopolitique de la frite

« *Géopolitique de la frite : vers un nouvel ordre mondial ?* » était le thème retenu par le GIPT pour son Assemblée générale qui s'est tenue le 12 décembre à Paris.

À cette occasion, le cabinet Ceresco a fait le point sur le marché mondial qui évolue rapidement. S'il reste en croissance (à 9,6 millions de tonnes pour 2,6 milliards de chiffre d'affaires en 2024), il connaît des inflexions. Ainsi, les leaders reculent : les exportations de la Belgique et des Pays-Bas ont baissé respectivement de 5 et de 9 % en 2023-2024. Pendant ce temps, le Canada, troisième exportateur mondial, les États-Unis et la France connaissent une évolution positive avec respectivement des exportations en hausse de 20 %, 3 % et 39 %.

Par ailleurs, de nouveaux acteurs, comme la Chine, l'Inde et l'Égypte apparaissent. Ainsi, la Chine a vu ses exportations augmenter de 1 000 % entre 2015 et 2024 (+ 53 % entre 2023 et 2024 où elles se sont élevées à 206 000 tonnes). Elle a également diversifié sa clientèle passant sur la décennie de 10 à 70 pays clients. « *La Chine ne se concentre plus sur son aire d'influence asiatique mais cible désormais le Moyen-Orient et l'Amérique du Sud, des marchés historiquement dans le giron des exportateurs européens et nord-américains* »

avertit Ceresco. L'Inde et l'Égypte connaissent des évolutions semblables. « *La pomme de terre transformée n'est plus l'apanage de l'Amérique du Nord et de l'Europe* » constate Ceresco. « *Si ces dernières années, la demande reste tirée par les marchés historiques (USA et Royaume-Uni en priorité, mais aussi France et Allemagne), d'autres marchés comme le Mexique, l'Arabie Saoudite, ou les Philippines apparaissent* ». La croissance du marché mondial de la frite « *risque d'être de moins en moins portée par les pays occidentaux* » conclut Ceresco. Le marché mondial va être « *de plus en plus compétitif* » avec pour conséquence de tirer les prix « *vers le bas* ».

« *Après des mois de hausse, nos pommes de terre marquent le pas, mais se développent partout dans le monde* » résume Philippe Quennemet. Le président du GIPT est revenu sur la campagne écoulée. « *L'an dernier, tous les signaux étaient au vert* ». Puis la situation s'est retournée début 2025 avec « *une baisse de la demande industrielle* » en Europe. Conséquence, une production supérieure de 1 million de tonnes à la demande sur le continent. Philippe Quennemet a rappelé que dans ce contexte, l'interprofession était « *une instance de dialogue* ». « *La base de notre filière c'est le respect du contrat* », a-t-il ajouté. ■

Olivier MASBOU

FILIÈRE PLANTS

■ La FN3PT se choisit un futur

Réunie en congrès les 3 et 4 décembre 2025, la FN3PT a débattu de l'avenir de la production de plants de pomme de terre à partir d'une étude prospective de FranceAgriMer réalisée à la demande des trois interprofessions. Son président, Éric Fallou, a affirmé la capacité de la filière à affronter les enjeux complexes tout en rappelant le rôle stratégique du plant certifié pour la souveraineté agricole, la performance des producteurs et la compétitivité des entreprises, à considérer comme un investissement de résilience.

Quatre scénarios d'avenir ont été analysés, allant de l'innovation variétale à une filière en repli, en passant par la sobriété réussie, ou décroissance contrainte. Un sondage auprès des 130 participants montre un optimisme majoritaire : 73 % se disent confiants pour 2040, avec une préférence pour les scénarios

les plus positifs. Les principaux risques identifiés sont la baisse de la demande, les contraintes climatiques et sanitaires, la pression réglementaire et la montée du plant fermier.

Les priorités mises en avant concernent le progrès variétal, la maîtrise sanitaire, l'accès aux technologies, l'adaptation au changement climatique et la promotion du plant certifié. Les intervenants soulignent notamment l'importance des nouvelles techniques de sélection (NBT) et de la communication sur les métiers et les pratiques.

En conclusion, Éric Fallou appelle à une filière innovante, sécurisant ses ressources et sa certification. La FN3PT transformera ces réflexions en un plan stratégique 2035 destiné aux pouvoirs publics et partenaires, afin de construire un « futur choisi » pour la filière. ■

Béatrice ROUSSELLE

AGENDA

14 janvier 2026

AG du CNIPT

(Paris)

www.cnipt.fr 

28 janvier 2026

Journée de l'innovation - pomme de terre

Amiens

29 janvier 2026

Salon Pro Pom' et 20^{ème} Congrès de l'UNPT

Arras (Pas-de-Calais)

www.unpt.fr 21 février au 1^{er} mars 2026

Salon international de l'Agriculture


Paris

www.salon-agriculture.com 

17 mars 2026

Forum Végétal

Paris

www.forum-vegetable.fr 

28-29 avril 2026

Medfel

Perpignan

www.medfel.com 

3-4 juin 2026

Europatat Congress 2026

Bruxelles

www.europatat.eu 

Éditeur CNIPT

43-45 rue de Naples

75008 Paris

Tél. : 01 44 69 42 10

Directrice de publication Rédactrice en chef :

Florence Rossillion

Conception graphique :

Aymeric Ferry

Dépôt légal : à parution

ISSN n° 0991-3351



POLITIQUE AGRICOLE

■ Annie Genevard sonne le « Réveil alimentaire »

La ministre de l'Agriculture a réuni le 8 décembre à Rungis, l'ensemble des acteurs des filières agricoles et agroalimentaires, pour lancer les conférences de la souveraineté alimentaire.

« La guerre agricole se prépare », a déclaré d'emblée Annie Genevard. En plus de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des pays « par des méthodes qui ne sont certes pas militaires, mais néanmoins brutales, placent les enjeux agricoles au cœur des défis géopolitiques : hausses soudaines de droits de douane, mesures ciblées, taxes rétorsives, pressions logistiques, offensives normatives », a ajouté la ministre. Et pendant ce temps-là, l'Europe agricole baisse la garde : « Depuis 2014, le financement de la politique agricole et alimentaire chinoise par habitant a bondi de 40 % ; celui des États-Unis de 86 % ; celui de la Russie de 15 %. Et celui de l'Union européenne a reculé de 19 %. C'est une erreur historique à laquelle il faut faire barrage », a insisté Annie Genevard. « Toutes ces puissances anticipent la montée en intensité de la guerre agricole en réarmant leur puissance verte », a-t-elle observé. Mais l'Europe en a-t-elle conscience ? Les projets de ratification du Mercosur, le cadre financier pluriannuel avec une baisse annoncée du budget de l'agriculture, la préparation de la prochaine PAC ne participent pas vraiment de ce réarmement agricole. Annie Genevard a exhorté à sortir de la « naïveté » ambiante. « Sur notre continent, nous devons lutter contre les tentations de la décroissance portées par quelques thuriféraires du décadentisme. Et depuis peu, contre les tentations de décommunautariser et de désarmer la PAC, elle qui a pourtant fait la réussite agricole de l'Europe », a-t-elle dit. Si l'écriture d'un nouveau pacte avec la société reste indispensable pour assurer la souveraineté alimentaire,

celui-ci ne pourrait pas faire l'impasse sur une hausse de la production, sur celle des revenus, des investissements, sur la nécessité de développer les nouvelles technologies...

Conférences : un calendrier très serré

À l'occasion de ce rendez-vous du Grand Réveil alimentaire, Annie Genevard a lancé les Conférences de la souveraineté alimentaire. Prévues par la Loi d'orientation agricole, ces conférences visent à fixer de façon collective les ambitions de la France en matière de souveraineté alimentaire, en tenant compte des évolutions de marché (offre/demande) mondiales, européennes et nationales, du contexte géopolitique, de l'impact du changement climatique et de la disponibilité des ressources. Elles se dérouleront en même temps sur le plan national et dans les territoires (régions). D'ici au Salon de l'agriculture (21 février - 1^{er} mars 2026), chacune des parties prenantes devra identifier des objectifs de production et de transformation. Le Salon permettra de faire un premier point d'étape. Entre mars et juin, une phase opérationnelle sera déclinée, en lien avec les conseils régionaux, les Chambres régionales d'agriculture, les coopératives, les acteurs privés, etc. En juin 2026, une grande conférence nationale établira un premier bilan pour structurer la stratégie alimentaire à adopter dans les prochaines années. Au niveau national, pas moins de sept groupes multi-filières sont mis en place. Les filières pommes de terre participeront à deux groupes de travail : celui des Grandes cultures, animé par Christoph Büren, président de Vivescia ; et celui des Fruits et Légumes, animé par Laurent Grandin (ex-président Interfel). ■

Olivier Masbou

EN BREF...

Enquête**Enquête agriculteur (en zone Europe du Nord-Ouest)**

Participez à l'enquête HydroSoilWise (~10 min) sur vos pratiques liées au sol, à l'eau et à l'érosion. Objectif : concevoir une boîte à outils pratique (micro-buttes, paillage, biostimulants...) pour améliorer l'infiltration, réduire l'érosion et optimiser l'eau, notamment en pomme de terre. Enquête accessible [ici](#) 🍷.

Communication**Une vague radio puissante pour dynamiser les achats cet hiver**

Pour soutenir la consommation sur le temps fort hivernal, une nouvelle vague radio ciblera prioritairement les 25-49 ans, avec une présence renforcée en fin de

semaine. Durant 4 semaines, du 22 janvier au 15 février, la campagne sera diffusée auprès de trois régions afin d'optimiser la couverture. Au total, le plan média totalise 237 millions de contacts et 67 % du cœur de cible familial sera touché en moyenne 8,5 fois sur la période. Les spots seront diffusés sur NRJ, Chérie, les Indés Radios, Europe 2 et Nova.

Production**Hausse attendue pour la prochaine campagne**

« La campagne 2025-26 marque un tournant pour la filière pomme de terre française » annoncent le CNIPT et l'UNPT dans un communiqué commun. Les surfaces dédiées à la conservation ont poursuivi leur forte progression : + 25 % depuis 2023 et + 15 % par rapport à 2024, pour atteindre

197 338 hectares selon les estimations des deux organisations. La production nationale atteindrait 8 581 205 tonnes (avec un rendement moyen de 43,5 t/ha), soit + 14,7 % par rapport à 2024. Ce volume historiquement élevé (qui vient s'ajouter aux productions additionnelles dans d'autres pays) « explique en grande partie la pression économique qui s'exerce actuellement sur les marchés français et européens, aussi bien en frais qu'en industrie ».

Rendez-vous**20^{ème} Congrès de l'UNPT**

Le 20^{ème} Congrès de l'UNPT aura lieu le 29 janvier à Arras et aura pour thème : « Pomme de terre 2030 : encore une ambition ou déjà une illusion ? ». La 2^{ème} édition du Salon Pro Pom' se tiendra en parallèle de cette journée.



: Cliquez sur les liens pour en savoir plus